



HAL
open science

Que faire et comment faire (encore) de l'écologie politique ?

Bruno Villalba

► **To cite this version:**

Bruno Villalba. Que faire et comment faire (encore) de l'écologie politique ?. Mouvements : des idées et des luttes, 2012, Changer la vie, changer la gauche, 69 (1), pp.93-100. 10.3917/mouv.069.0093 . hal-01729107

HAL Id: hal-01729107

<https://hal.science/hal-01729107v1>

Submitted on 4 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bruno Villalba. Que faire et comment faire (encore) de l'écologie politique ?. Mouvements : des idées et des luttes, La découverte, 2012, Changer la vie, changer la gauche, 69 (1), pp.93-100. (10.3917/mouv.069.0093). (hal-01729107)

Que faire et comment faire (encore) de l'écologie politique ?

Par Bruno Villalba*

« La plus haute fonction de l'écologie est la
compréhension des conséquences. »
Franck Herbert, *Dune*, 1965

Un parti s'est donné comme tâche d'élaborer une véritable écologie politique, fondée sur une politique transversale. Bruno Villalba nous propose de revenir sur les racines historiques d'Europe Écologie Les Verts (EELV), afin de mieux comprendre les possibilités d'agir en autonomie de ce parti sur la scène politique actuelle.

Revenons aux origines. Encore... Pour rappeler les raisons d'être du projet écologiste. Au début des années 1970, l'écologie politique se confond avec une candidature improbable, celle de René Dumont, l'agronome tiers-mondiste, passé du productivisme agricole à une critique radicale sur les méfaits de la compétition économique mondiale. Sa candidature à l'élection présidentielle résulte de la mobilisation d'un collectif d'associations, de personnalités, conscientes de l'urgence écologique. Le 11 avril 1974, il tient sa première conférence de presse. On se souviendra de sa campagne à bicyclette, mais également du verre d'eau et de la pomme qu'il présente alors comme des denrées rares et précieuses lors de ses passages sur le petit écran ; manière aussi pour lui d'aborder la question de l'incohérence des coûts de production (notamment pour ce qui est des transports). À l'occasion de cette campagne, il rédige un livre qui contient, prophétiquement ou tout naturellement, l'ensemble des thèmes du combat

* Maître de conférences en science politique à Sciences Po Lille et membre du Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales (CNRS-UMR 8026). Ses recherches portent sur la sociologie de l'environnement (les publications peuvent être consultées sur <http://droit.univ-lille2.fr/enseignants/villalba/>).

écologiste : *L'utopie ou la mort*¹. Il est conscient de la nécessité pour les écologistes d'élaborer en « commun un programme économique, et donc politique, permettant de sortir de la société du profit qu'entraîne l'économie de marché » et de « remettre en cause la croissance ». Mais déjà, l'homme est le reflet des contradictions idéologiques de cette écologie politique naissante : il se déclare lui-même socialiste, antibureaucratique et autogestionnaire. Il ne se présente que lorsqu'il a l'assurance que Charles Piaget, le populaire leader autogestionnaire de Lip, qui peut fédérer électeurs de gauche, d'extrême gauche et écologistes, ne se présente pas. La CFDT, alignée alors sur le PS, l'en empêche...

Cette courte séquence temporelle ressemble à une trame théâtrale qui, depuis, sert de référence aux comportements des écologistes politiques... Résumons en les quatre principaux traits, en les confrontant à la situation actuelle de l'écologie politique².

Un programme politique toujours en perpétuelle construction.

La question première qui se pose aux écologistes n'est pas de savoir s'ils sont plus radicaux que réformistes ou l'inverse, mais bien de définir, ou redéfinir, ce qui fait l'originalité de l'écologie politique, dans sa globalité et sa transversalité. Dans son principe général, l'écologie politique induit en effet une remise en cause fondamentale, d'ordre culturel avant d'être socio-économique, du modèle de développement issu de l'ère industrielle et technique, appuyée sur la prise de conscience que les modes de production et de consommation actuels, liés à un modèle de société individualiste et accumulateur, conduiraient la planète et l'humanité à la ruine s'ils devaient se prolonger dans le temps (quelle terre pour les générations futures ?) et dans l'espace (du Nord au Sud)³.

À ce jour, Europe-Écologie-Les Verts, principale formation de l'écologie politique ne dispose pas d'une culture commune homogène. Les conceptions économiques des

¹ R. DUMONT, *L'Utopie ou la mort*, Le Seuil, Paris, 1973.

² Une présentation plus détaillée sur l'histoire récente de l'écologie politique française pourra être trouvée dans B. VILLALBA, « La transmutation d'Europe Écologie-Les Verts », in P. BRECHON (dir.), *Les partis politiques français. Nouvelle édition*, La Documentation française, Paris, 2011.

³ J. BERRY, G. FRANKLAND (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, Routledge, Londres, 2002.

écologistes ne paraissent pas relever d'une matrice commune, et les adhérents sont soit partagés, soit indécis sur certaines questions économiques (allègement des charges sociales acquittées par les employeurs, place et rôle de l'État en matière d'action économique...). Par contre, les positions sont plus affirmées en ce qui concerne la dimension du libéralisme culturel. La proposition d'Alain Lipietz, écrite en 1999, demeure toujours d'actualité : « Mais l'écologie politique telle qu'elle est aujourd'hui n'est qu'un projet, et je compte sur tous celles et ceux qui ne sont pas chez les Verts pour aider à le remplir⁴ ». Les différents *Livre des Verts* continuent à compiler les solutions, à tenter de trouver des articulations entre les différents éléments qui composent ce programme des écologistes.

Le *Manifeste pour une politique écologique*, texte fondateur d'EELV⁵, ravive la volonté de créer une *majorité culturelle* autour de l'écologie politique (cette posture était celle des Verts entre 1986 et 1993). L'objectif est de parvenir à constituer une alternative crédible aux « vieux clivages gauche-droite »⁶, en transformant les références culturelles et politiques des électeurs. L'offre politique est aussi plus pragmatique. Le *Manifeste* tire profit de l'expérience politique des Verts. Il endosse la stratégie de conciliation (réalisée par Les Verts à partir de 1995) entre deux impératifs : élaborer des alliances électorales et assumer la gestion du pouvoir politique (au niveau local, régional et national)⁷. Cette immersion dans les contraintes des politiques publiques a entraîné des positionnements idéologiques plus modérés (comme le montre le bilan de la participation gouvernementale de 1997-2002⁸).

Une autonomie politique en constante recherche de son propre espace

⁴ A. LIPIETZ, Qu'est-ce que l'écologie politique ? La Grande Transformation du XXI^e siècle, La Découverte, Paris, 1999.

⁵ <http://www.europe-ecologie.fr/2010/09/20/manifeste-pour-un-nouveau-cours-ecologique-et-social/> (consulté le 7 janvier 2011).

⁶ C. DUFLLOT, *Apartés*. Entretien avec Guy Sitbon, Les Petits matins, Paris, 2010.

⁷ G. SAINTENY, *L'introuvable écologisme français ?*, coll. « Politique d'aujourd'hui », Puf, Paris, 2000.

⁸ Le témoignage/bilan de D. Voynet est extrêmement intéressant dans ce qu'il révèle du déficit de culture institutionnelle de la part du personnel politique écologiste, et de la tentative de construire un bilan de l'expérience ministérielle : D. VOYNET, *Voix off*, Stock, Paris, 2003. Cela contribue aussi au

Comment exister dans l'espace politique français ? Entre indépendance et coalition, les écologistes tentent toutes les expériences depuis leur entrée en politique. Progressivement, les règles du jeu politique s'imposent comme cadre même de leur existence. Exister, c'est avant tout être présent électoralement. Cela suppose de composer avec son identité militante, d'organiser la conciliation des pratiques militantes avec une meilleure efficacité politique. Le chemin est parsemé d'hésitations, de reniements, mais il témoigne de la capacité des écologistes à adapter leur offre programmatique avec les contraintes des lois électorales. Notamment celles du financement public des partis politiques, qui pèsent lourdement sur les conditions d'organisation des investitures internes et des coalitions électorales⁹.

Une telle évolution ne se fait pas sans fractures au sein des mouvements écologistes. Certains refusent l'évolution électoraliste et se recentrent sur la vie associative. D'autres s'orientent plus clairement vers la gauche (les forces de progrès), au risque de provoquer des schismes (comme le départ d'Antoine Waechter des Verts, 1994, pour s'en aller créer le Mouvement écologiste indépendant). Certains autres, encore, tentent de constituer une alternative à la position semi-hégémonique des verts : à gauche (Les Alternatifs, sous de nombreuses dénominations mais avec des effectifs réduits), à droite (Corinne Lepage anime depuis 1996 un club de réflexion politique, Citoyenneté, action participation pour le XXI^e siècle, [Cap 21]), à gauche ou à droite, suivant les rythmes électoraux (Génération écologie, créé en 1990 par Brice Lalonde, Jean-Louis Borloo et Corinne Lepage, avec le soutien du Parti socialiste). Un tel éparpillement, de telles confusions de labels n'aide pas à asseoir l'assise électorale de l'écologie, dont les scores ne décollent guères.

Progressivement, les Verts finissent par réussir à s'imposer comme la formation la plus implantée sur le territoire national, disposant d'un réseau d'élus, souvent présent dans les coalitions gouvernementales locales. Fin 2008, Europe Écologie (EE) est créée, afin de poursuivre ce travail de rassemblement des écologistes – mais cette fois

renforcement de l'offre idéologique à gauche autour de la question écologique, voir, M. LÖWY et J.-M. HARRIBEY (dir.), *Capital contre nature*, Puf, Paris, 2003.

⁹ En 2007, alors que la situation financière était encore fragile, Cécile Duflot, déjà secrétaire nationale du mouvement, et le CNIR de l'époque avaient refusé de signer l'accord avec le Parti socialiste

de la gauche au centre droit. Le deuxième objectif part du constat de la fin de la « forme parti » comme seul lieu de l'organisation de la mobilisation politique. Enfin, la troisième volonté, plus politique, résulte d'un accord minimal entre tous ces protagonistes sur le fait qu'il est désormais impossible de différer la gestion politique de l'urgence écologique¹⁰.

D'autres mouvements expriment leur réticence à entrer dans la sphère d'influence des Verts, comme les décroissants et les mouvements altermondialistes. Les décroissants ne constituent pas en soi une mouvance politique aux antipodes de l'écologie politique¹¹. Ils ne peuvent pas non plus être regroupés autour d'une seule famille, tant il existe de divergences entre eux sur les références théoriques, les stratégies électorales, etc.¹² Toutefois, globalement, leurs propositions sont nettement plus critiques sur la capacité à pouvoir réformer le système politique actuel¹³. Le Vert Yves Cochet partage l'idée que la décroissance s'imposera dans les faits et qu'il appartient donc aux écologistes de préparer politiquement et culturellement une société de la décroissance, afin qu'elle soit choisie et non pas subie¹⁴. De leur côté, les mouvements altermondialistes intègrent progressivement l'enjeu écologique¹⁵. Pour autant, leur conception dialectique des conflits politiques les conduits plutôt à privilégier une analyse en termes de rapports de domination, dans laquelle la question environnementale prend progressivement sa place, mais ne constitue pas le centre de gravité¹⁶. Enfin, la campagne médiatique et politique orchestrée par Nicolas Hulot lors de l'élection présidentielle de 2007¹⁷ perturbe le discours écologiste habituel.

pour les législatives, conduisant le mouvement à réduire ses moyens de fonctionnement, et à réaliser un plan de 8 départs volontaires sur les salariés du siège.

10 Le Manifeste d'Europe Écologie prévient : « Nous sommes parvenus à ce moment-clé où tout peut basculer, jusqu'à l'irréversible [...] Il est urgent de se rassembler pour y concourir. Ni demain, ni peut-être. Maintenant et résolument ! » (Europe Écologie, octobre 2008).

¹¹ S. LAVIGNOTTE, *La décroissance est-elle souhaitable ?* Textuel, Paris, 2010.

¹² Les différences théoriques peuvent apparaître à la lecture des revues animant ce mouvement. Voir par exemple *La Décroissance* ou *Entropia*.

¹³ P. ARIES, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, La Découverte, Paris, 2010.

¹⁴ Y. COCHET, *Antimanuel d'écologie*, Bréal, Rosny-sous-Bois, 2009.

¹⁵ « Altermondialisme saison 2. De Seattle à Cochabamba », *Mouvements*, n° 63, 2010/3.

¹⁶ S. GEORGE, *Leurs crises, nos solutions*, Albin Michel, Paris, 2010.

À la recherche d'un leadership assumé

Qui anime l'écologie politique ? Comment concilier une direction politique assumée, tout en maintenant un profond attachement à l'individualisme politique radical qui anime les militants écologistes ? Les écologistes n'existent que dans l'expression d'une volonté politique destinée à instaurer, en leur sein et dans la société politique en général, une manière *différente* (ou *alternative* ou *nouvelle*, ou *autre...*) de faire de la politique, basée essentiellement sur l'affirmation de la primauté des principes de la démocratie directe et participative. Réfléchir sur la forme parti, ce n'est pas seulement concevoir son rapport à l'organisation politique interne, c'est aussi s'interroger sur le sens du lien de domination politique que l'on crée entre soi et son organisation, et, plus largement, entre soi et le pouvoir politique dans son ensemble. Autrement dit, réfléchir sur les modalités de construction d'un parti, c'est prendre en compte les inévitables rapports de pouvoir qui vont s'instaurer — au nom de l'efficacité de l'action collective — entre les adhérents et les dirigeants. Constituer un mouvement « différent », c'est alors être en mesure de permettre un épanouissement de l'individu dans son activité militante et son investissement citoyen, de préserver l'autonomie et l'indépendance de chaque adhérent tout en assurant le fonctionnement démocratique de la communauté des militants. D'où l'incessant travail de construction de statuts, règlements intérieurs, l'importance des procédures internes, sans cesse réaffirmer, comme pour compenser les petites entorses pratiquées simultanément...

Les partis écologistes (des Verts, à Europe-Ecologie-Les Verts, sans oublier Cap 21 ou Génération écologie) demeurent des formations du petit nombre. Au plus fort de leur notoriété politique, EELV ne compte pas plus de 20 000 militants (adhérents ou coopérateurs...). La culture interne maintient une réticence à l'égard de la professionnalisation des leaders politiques — une suspicion qui s'exprime pleinement aux périodes où la personnalisation des élections joue beaucoup, comme la présidentielle. Pourtant, le cumul dans le temps ou le cumul des mandats (sans cesse réclamés) n'est plus un tabou au sein du parti. Une élite a acquis au fil des ans un savoir spécifique

¹⁷ Suite à son livre, *Pour un pacte écologique*, Calmann-Lévy, Paris, 2006. Il publie de nombreux livres autour de l'enjeu écologique, parmi lesquels deux tomes du *Syndrome du Titanic* (Calmann-Lévy, Paris, 2004 et 2009), dont il tire aussi un film qui marque sa radicalisation progressive.

(savoir-faire électoral, compétences techniques, aptitude à la négociation, mobilisation des réseaux...), bref, une professionnalisation, c'est-à-dire une capacité à réinsérer les enjeux théoriques du mouvement dans les contraintes de la gestion des règles du jeu politique¹⁸. La professionnalisation résulte alors d'un double mécanisme : 1) la capacité à capitaliser un savoir militant en compétence politique, en s'inscrivant durablement dans la compétition électorale (cumul des mandats dans le temps par exemple) ; 2) la propension à représenter le discours politique du mouvement (représentation à l'interne comme à l'externe) et donc à influencer la composition du discours, permettant d'assurer une continuité de l'offre politique du parti. Cela se produit au niveau national, comme au niveau régional. C'est bien évidemment nécessaire pour construire une formation politique. La professionnalisation se renforce, à partir de l'année 1995, avec l'arrivée de militants sans réticences à l'égard du jeu politique. Les années 2000 verront enfin l'entrée en politique de nouveaux militants, formés d'une manière plus académique (parcours universitaires, etc.) aux enjeux de l'écologie. Par un mécanisme d'acculturation, dont nous avons décrit les principaux symptômes, les militants ont modifié les rapports identitaires qui les liaient avec leur parti. Ils sont passés d'une vision libertaire et égalitariste de leur mouvement à une culture plus disciplinée et pragmatique vis-à-vis des usages politiques. Ce processus est le résultat d'un triple mécanisme : celui d'un apprentissage du personnel dirigeant écologiste, qui s'accompagne d'une position politique renouvelée à partir du milieu des années 1990 et d'une transformation des origines et des pratiques militantes des Verts.

Une perspective politique différée

L'ambition majeure des partis écologistes est de répondre aux enjeux de la société contemporaine, de plus en plus menacée par l'émergence des risques globaux, environnementaux bien sûr, ainsi que sociaux et économiques, générés par ces transformations rapides et profondes de nos sociétés. La situation était déjà jugée suffisamment sérieuse en ce début des années 1970, pour que le discours écologiste mobilise l'idée

¹⁸ B. RIHOUX, P. LUCARDIE et G. FRANKLAND (dir.), *Green Parties in Transition : the End of Grass-Roots Democracy ?*, Asghate, Farnham, 2008.

de la crise planétaire, menaçant la capacité de nombreuses espèces animales et végétales, mais aussi de l'espèce humaine, de pouvoir assurer leur propre survie. L'idée de « crise écologique » contient, tout en les dépassants, les notions de crise économique, sociale et politique, en raison de l'analyse environnementale de portée planétaire qu'elle suppose. Et il convient aussi de ne pas oublier le risque, définitif et irréversible, de l'explosion nucléaire¹⁹. Certes, le projet écologiste ne se résume pas à cette proposition alarmiste. Elle contient aussi une perspective plus féliciste, à base d'expérimentations locales qu'il conviendrait de diffuser, d'une bonne dose de croyance dans la capacité de la technique à résoudre certaines difficultés... Néanmoins, cette crise écologique conditionne la possibilité d'un maintien des autres perspectives. *L'utopie ou la mort* de René Dumont résumait cette délicate tension en une formule lapidaire, qui n'a en rien été invalidée par l'évolution de la situation planétaire²⁰...

Le projet écologiste est aussi nettement politique, au sens où il interroge le système représentatif, dans son organisation et sa finalité. La logique démocratique est construite à partir d'une vision du long terme, que, justement, la crise écologique vient questionner. La difficulté des procédures délibératives démocratiques à intégrer l'urgence dans leur perception du temps fait l'objet d'une réflexion théorique²¹. Cela révèle un décalage fondamental entre la manière dont nous imaginons le long terme et la réalité matérielle des phénomènes écologiques (dérèglement climatique, pénuries énergétiques²², épuisement des ressources, extinction de la biodiversité, empoisonnement de l'environnement, explosion des inégalités sociales, développement de la surveillance généralisée, guerre pour les ressources y compris pétrolières en Irak...). Autrement dit, cela révèle le décalage entre, d'une part, notre capacité à créer les conditions pour que le long terme ne puisse jamais advenir et, d'autre part, notre ingéniosité

¹⁹ A. GUNTHER, *Hiroshima est partout*, Le Seuil, Paris, 2008.

²⁰ J. GRINEVALD, *La biosphère de l'anthropocène. Climat et pétrole, la double menace*, Georg, 2008.

²¹ D. BOURG et le K. WHITESIDE, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Le Seuil, coll. « La République des idées », Paris, 2010. Une telle réflexion fait l'objet d'un vaste courant théorique au sein de l'écologie politique anglo-saxonne (*Green Political Theory*), voir A. DOBSON, *Green Political Thought*, Routledge, London, 2007.

²² Y. COCHET, *Pétrole Apocalypse*, Fayard, Paris, 2005.

pour sans cesse repousser la prise en compte du délai qu'il nous reste²³...

Pourtant, alors même que la dégradation écologique se poursuit, alors même qu'aucun accord international ne semble pouvoir se construire pour remettre en cause sérieusement la logique productiviste de notre modèle économique (entre 1990 et 2007 les émissions ont crû, au plan mondial, suivant une moyenne de +2 % par an alors qu'il était prévu qu'elles puissent diminuer – l'absence d'un nouveau dispositif général, le protocole de Kyoto parvenant à son terme en 2012, sont autant d'expressions de l'insuffisante coopération en matière de lutte contre le changement climatique), EELV décide d'axer sa campagne de l'élection présidentielle de 2012 autour du thème de la « République propre ». Cet axe de campagne a été décidé après avoir estimé qu'entre la radicalité d'une gauche critique (incarnée par Jean-Luc Mélenchon) et la position sociale-démocrate de centre gauche de François Hollande, il existait un espace politique pour EELV autour de la valorisation de la moralité en politique. On pourrait y voir la continuité du programme originel des Verts autour de la « politique autrement ». Celle qui s'est constituée autour d'un refus de la professionnalisation du personnel politique, en faisant notamment de la lutte contre le cumul des mandats une priorité.

Pourtant, alors que rien n'indique que le parti socialiste ait profondément renoncé à sa culture technicienne et productiviste, un accord électoral est trouvé entre les deux formations. La désignation de F. Hollande comme candidat complique les négociations électorales. Ce dernier a souvent exprimé sa réticence à l'égard de la sortie du nucléaire. Le PS semble accepter le principe de la fermeture des centrales les plus vieilles (moins de 10 centrales concernées). Mais il demeure attaché au maintien d'une politique nucléaire civile. L'accord électoral entre EELV et le Parti socialiste permet d'illustrer cette difficulté de l'écologie politique actuelle à assumer une partie de son héritage. Le 9 novembre 2011, Eva Joly exclut tout accord avec le PS sans la fin de l'EPR²⁴. Le 15 novembre 2011, un accord est signé²⁵. Le 19 novembre, Eva Joly n'est

²³ B. VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », in *Écologie et Politique*, n° 40, 2010, p. 95-113.

²⁴ « Je ne serais pas ministre dans un gouvernement qui n'inscrit pas ces réformes [la sortie du nucléaire, l'abandon de certains grands travaux, l'introduction de la proportionnelle...] tout en haut de son programme, et aucun membre d'EELV ne le sera non plus. » E. JOLY, entretien in *Le Monde*, 19 octobre 2011.

²⁵ http://eelv.fr/wp-content/uploads/2011/11/texte_complet_daccord_EELV-PS1.pdf

pas présente lors de la ratification (à 74 %) de l'accord avec le PS lors du Conseil fédéral d'EELV. La répartition des circonscriptions est tout aussi problématique : non seulement sur le nombre, mais le PS s'octroyant aussi le droit d'apprécier la pertinence de telle ou telle candidature (celle de Philippe Meirieu dans le Rhône par exemple). EELV a cependant l'assurance de disposer d'un groupe à l'Assemblée nationale qui sera élu en 2012. L'objectif électoraliste est pleinement assumé, puisqu'il s'agit d'assurer une transférabilité des électeurs de l'un à l'autre, en minimisant les thématiques qui pourraient conduire à des situations de tension (enjeu nucléaire, politique de croissance, urgence climatique et nécessité de prendre en compte l'impératif écologique dans la gestion politique immédiate). L'introduction d'une dose de proportionnelle pour les législatives de 2017 (c'est encore si loin...) fait l'objet d'un accord de principe. Reste à établir les modalités de son application (200 députés désignés sur cette base comme le souhaitent les écologistes ou 100 selon les socialistes ?). Enfin, n'oublions pas qu'un accord de circonscription n'est en rien un accord de gouvernement (pas de négociation des postes ministériels par exemple...). *(insérer un retour à la ligne)*

Cela témoigne d'une culture de la négociation qui porte ses fruits, qui atteste de sa capacité à contractualiser sur la base de désaccords de fond²⁶. Pour autant, cet accord a fait l'objet de nombreuses négociations internes à EELV. Ainsi des dissensions sont apparues au sein des commissions (Énergie et Économie par exemple), qui reflètent un conflit générationnel. Le poids des anti-nucléaires est plus fort au sein de la commission énergie, car ils continuent à considérer cet enjeu comme essentiel à la construction d'un projet écologiste. Les militants plus jeunes de la commission économie sont davantage influencés par l'enjeu du pic pétrolier, dont les effets sont plus probants sur l'évolution des activités économiques, ce qui renvoie à un registre de discussion plus compatible avec la culture économique du PS.

Les écologistes n'ont pas obtenu la sortie du nucléaire (même si l'accord acte un net désengagement), ni l'arrêt de la centrale EPR de Flamanville (ce réacteur nucléaire de

²⁶ Le 28 novembre François Hollande a indiqué qu'il n'appliquerait pas tout l'accord entre le PS et EELV, seulement les mesures « les plus essentielles » (*Le Monde*, 29 novembre 2011).

troisième génération, censé promouvoir la politique française dans ce domaine)²⁷. Sur le volet énergétique, les écologistes obtiennent, sur le papier, la fermeture de 24 réacteurs d'ici 2025, l'absence de construction de nouvelles centrales sur la mandature, l'abandon des filières du retraitement et du MOX (le carburant de l'EPR), la mise en place d'une filière du démantèlement, etc. et globalement une stratégie de transition énergétique basée sur l'efficacité énergétique et le développement des renouvelables. La question du nucléaire militaire n'est pas à l'ordre du jour...

Cet accord perpétue la vision d'un projet croissantiste de notre société²⁸, davantage axé sur une approche qualité (source de l'énergie produite et ses modes d'utilisation), avec une forte dimension redistributrice... Alors que la notion du développement durable est de plus en plus critiquée, elle cautionne l'accord : « Nous proposons une autre démarche fondée sur l'innovation et la qualité, seul chemin pour un développement durable et riche en emplois ». Mais l'accord n'offre pas vraiment une critique du modèle productiviste, en laissant supposer que son amélioration technique permettra de réduire les contradictions entre les limites écologiques et les appétits consuméristes des électeurs... Ainsi, l'accord EELV/PS ne remet pas en cause l'irréversibilité du choix nucléaire. En n'inscrivant pas l'arrêt du nucléaire comme finalité partagée entre les deux partenaires, on est en droit d'être sceptique sur la propension de l'associé le plus puissant à orchestrer un revirement de son attitude vis-à-vis du nucléaire et de l'imaginaire techniciste qu'il représente. À partir du moment où l'on permet une continuité du programme électro-nucléaire (par une amélioration de son dispositif technique), on continue à maintenir l'hypothèse de la viabilité d'un projet de société basé sur la possibilité de produire de plus en plus d'énergie et sur la capacité des individus à en consommer de plus en plus. Alors même qu'il n'y a toujours pas de réversibilité possible en l'état actuel des connaissances sur les déchets, le démantèlement des centrales... Alors que rien n'assure nos sociétés de pouvoir faire face à la charge financière des conséquences de cette énergie (sécurité et maintenance). Et que notre capaci-

²⁷ Le futur aéroport Notre-Dame-des-Landes a été oublié.

²⁸ « C'est pourquoi, sur la base du rapport de la Commission Stiglitz, nous établirons un nouvel indicateur de développement humain. Outre les critères économiques traditionnels d'évaluation du PIB, il mesurera la cohésion sociale (inégalités de revenus, accès au logement et à la santé, services pu-

té à construire une mémoire du risque sur des centaines d'années est encore à démontrer...

Cela dénote un certain pragmatisme au détriment d'une perspective historique, exigeante et compliquée à porter politiquement et médiatiquement... encore plus électoralement. EELV s'accommode finalement d'une société qui ne remet pas en cause une vision sociale basée sur l'innovation technique, au détriment d'une réflexion plus profonde sur les conditions d'une sobriété énergétique, équitablement partagée. Cet accord éloigne un peu plus l'écologie politique d'une vision écocentrique, la mieux à même de construire un cadre de réconciliation effectivement durable entre l'humain et le non-humain²⁹. Cet accord entérine finalement une vision de l'écologie politique qui s'interroge de moins en moins sur la gestion des conséquences mais de plus en plus la gestion des possibilités. *L'utopie* semble s'éloigner.

blics), d'émancipation individuelle (accès aux études supérieures) et de préservation écologique (recyclage des déchets, qualité de l'air et de l'eau) » extrait de l'accord.

²⁹ R. ECKERSLEY, *Environmentalism and Political Theory : Toward an Ecocentric Approach*, State University of New York Press, Albany, 1992.